# L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX: Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS, MARDI MATIN, 7 MARS 1871. 44me. Année—Vol. XLIV.

DUFOUR & LIMET, PROPRIETAIRES-EDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS, MARDI MATIN, 7 MARS.



VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails, voir aux annonces.

Par le Shérif, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre Dumas et Canal, à midi — Quatre lots de terre avec les bâtisses qui y trouvent, dans l'île, bornés par les rues Fulton, Lafayette, Front et Girod. Les bâtisses sont connues sous le nom de Delta Warehouse. — Aussi, le steamship Beaufort, avec sa machine, ses agrès, etc., pour le fleuve au dessous du Convent. — Aussi, deux specimens de l'agence décaféine de la ville, et deux boats de la ville, ainsi que plusieurs comptes, s'élevant en tout à $11,333.

Par C. E. Fortier, à la Bourse d'Encan, encoignure Royale et Conti, à midi — La propriété No. 184 rue des Ursulines, entre Trémé et Baras.

Par E. Hogue & Co., dans leurs salles d'encan Nos 43 et 47 Vieille-Levée — 200 lots de marchandises sèches étrangères et américaines.

Par D. E. Morphy, à Pontchartrain Inspection Holmes, 121, rue Bienville, à 11 heures — Marchandises, saumons, sucres, etc.

Par Maurice Barnett, sur la façade de la Rotonde de St-Louis, rue St-Louis, entre Royale et Chartres,—Vente régulière domestiques.

Par C. E. Fortier, à sa salle d'encan, 87 rue du Camp — Vente régulière de meubles.

Par D. Valeton, No 74, rue Natchez — Jambons, épaules, porc, lard, comestibles, etc.

Par le même, sur la Levée, en face de la rue de la Commune — Viande verte; sur la Levée, en face de la rue Pauline, étoiles.

Par F. Keller, assignée de l'Hôtel St-Charles — Vente régulière de literie, tous les soirs, à 7 heures.

Par Hofman, Marks & Co, à leur salle d'encan, No. 38 de la rue de Chartres — Chaussures, bottes, souliers fins de saison.

Par Vincent & Co, à leur salle d'encan, aux Nos. 61 et 64 de la rue de la Douane — Marchandises sèches étrangères et américaines.

ATTENTION

Propriété de valeur, le steamer "Beaufort", Certificats et Bons de ville, et comptes, à Pencan par le Shérif.

Nous appelons l'attention publique sur les vente à l'encan qui auront lieu aujourd'hui, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, par le ministère du shérif. Ces ventes comprennent—

1o—Les entrepôts du Delta, situés dans l'île et borné par les rues Fulton, Lafayette, Front et Girod, Premier District.

2o—Le steamer "Beaufort", avec sa machine, ses agrès, etc.

3o—34 des certificats et bons de ville, et comptes.

Pour le détail, voir aux annonces.

ATTENTION

Vente de maqueraux, saumon, morue, etc., par D. E. Morphy.—Voyez l'annonce.

Faites imprimer vos factures, Cartes, Circulaires, au "Pelican Printing Office", encaissage des rues Camp et Poydras.

CANDIS PURS et sans MELANGE.—Confiserie due en tous genres chez J. VILLARRUBIA & Co., Successeurs d'Ernest Turpin, 93 rue Vieille-Levée.


## THEATRES.

AUJOURD'HUI, MARDI.

OPERA.—Martha.

ACADEMIE DE MUSIQUE.—Troupe de gaieté comique.

ST-CHARLES.—Fritz, our Cousin German.

MUSEE CRESCENT CITY.—Mais 40 et 42, rue St-Charles.

## La constitution du gouvernement en France.

Une dépêche annonce que l'Assemblée actuelle se propose, aussitôt la paix conclue, de faire une nouvelle loi électorale et de se dissoudre en ordonnant des élections pour une Assemblée constituante ou en soumettant au peuple un plébiscite pour décider de la forme du gouvernement. Une pareille résolution nous paraît dictée par les exigences de la situation.

L'Assemblée actuelle, élue à la hâte, sous la pression des nécessités militaires, sans que les électeurs aient eu le temps de se reconnaître et de se consulter pour le choix des candidats, représente bien, si l'on veut, les sentiments et les vœux de la nation en ce qui concerne la conclusion de la paix, mais elle ne peut être considérée comme représentant réellement les intérêts et les aspirations du peuple pour le choix d'une forme permanente de gouvernement.

Après avoir passé, depuis un siècle, par tant de révolutions, la France doit sentir la nécessité de se recueillir au moment de faire un choix entre les différentes formes de gouvernement. Il importe que ce choix, pour qu'il soit définitif, soit entouré de garanties sérieuses, et qu'on avise aux moyens de protéger le nouveau gouvernement contre les surprises de la rue.

Le gouvernement provisoire actuel est un gouvernement de circonstance, un composé d'éléments antagonistes, et il doit disparaître avec la nécessité qui l'a créé.

M. Thiers a pu s'entendre avec MM. Favre et Picard, sur l'acceptation d'une paix rendue inévitable par l'impéritie des hommes du 4 septembre, mais lorsqu'entente ne sera plus à opérer, on ne pourra s'empêcher de sentir que le gouvernement a besoin par sa troisième. Comme nous l'avons déjà fait observer, il convient, que les hommes qui ont mis leur nom au bas du traité de paix désastreux que la Prusse a imposé à la France, s'effacent immédiatement et laissent à un gouvernement composé d'hommes qui n'ont aucune responsabilité dans les catastrophes passées, le soin de diriger la France vers un avenir meilleur.

Quant à l'Assemblée, sa mission est également limitée et restreinte et, après l'avoir accomplie, elle doit céder la place à une autre.

Cette opinion est celle qu'a soutenue M. Louis Blanc dans le *Rappel* du 31 janvier. Voici son article:

Qué dire? Que faire? Par quel effort de la volonté dominer le désordre des pensées qui, en ce lugubre moment, nous assiègent et nous oppressent? Quelle parole trouver qui ne soit pas un cri d'angoisse, et comment commander le calme à son cœur, si le cœur bat trop fort?

Une Assemblée va être convoquée: cherchons en que doit être son caractère et en quoi doit consister sa mission.

Son caractère! Il importe, qu'on le dise, l'heure de la manière la plus nette, la plus stricte.

Sa mission! Elle est indispensable qu'elle soit renfermée dans des limites absolument infranchissables.

Une Assemblée nommée au sortir d'une guerre, au milieu de l'ébranlement de toutes choses, et qui, sous prétexte d'assurer la liberté d'esprit, avec dignité, avec sagesse, nous ôterait, à nous-mêmes, la première condition, hélas! que nous soyons rendus à nous-mêmes, l'élection d'une Assemblée constituante, en France implique une tyrannie dont il faut avoir horreur!

Quand sera venu l'Assemblée, celle qui aura pour objet exclusif la signature des conditions de la paix, elle ne saurait être considérée que comme le produit fatal d'une situation donnée, et doit, par conséquent, disparaître avec la situation où elle prit naissance.

Ceci bien entendu, je n'examinerai pas ce qu'a présent il est, c'est pas à ceux dont nos désastres sont l'ouvrage d'accomplir la sinistre obligation d'aller mettre au bas d'un traité infâme la flamme la signature de la France humiliée, mutilée et saignante. L'heure des expiations sonnera peut-être, demain peut-être; inutile de la devancer. Je me bornerai à dire que si, présentement ayant qualité de territoire et la France libre nommait une Assemblée libre, une Assemblée souveraine, la cause du droit et de la justice aura besoin d'y être défendue, d'y être servie par des hommes dont le nom n'ait été mêlé à aucun acte blâmé inspiré dans un intérêt.


INDISPENSABLE POUR LES VOYAGEURS.—*Billets à bon marché*.—MM. Charles A. Whitney & Co, agents, annoncent qu'ils émettront, à partir de cette date, des billets d'échangement, bons pour cinq cents, milles de parcours sur le chemin de fer de Morgan, de la Louisiane et du Texas, au prix de $15 par billet. Tout membre d'une maison de commerce, ou l'un quelconque de ses commis, pourra se servir du billet. On vend des billets au bureau, au coin du rue Magazine et Poydras.

Qui désire avoir un bon cigare au Robert E. Lee, coin St-Louis et Royale.


## Les préliminaires de paix.

Ce sont seulement les bases préliminaires du traité de paix qui ont été signées et ratifiées. Des négociations s'ouvriront le 10 mars à Bruxelles pour le traité de paix définitif. Voici, d'après une dépêche, la substance des préliminaires arrêtés et ratifiés.

Versailles, 2 mars.—Les préliminaires de paix arrêtés par Bismarck et les autres plénipotentiaires avec Thiers et Favre sont comme suit:

L'article premier spécifie la ligne de démarcation.

L'article deux porte que la France paiera à l'Allemagne cinq milliards de francs, immédiatement, au moins, en 1871 et le reste dans les trois années à partir de la ratification.

L'article 3 porte que l'évacuation commencera après la ratification du traité par l'Assemblée, les troupes allemandes quitteront Paris et la rive gauche de la Seine et se dirigeront au delà de la Marne, du Cher, d'Orléans et de la Loire et de la Seine-Inférieure. Les troupes françaises resteront derrière la Loire jusqu'à la signature du traité de paix définitif, excepté celles qui seront à Paris, où le gouvernement ne devra pas avoir plus de 40,000 hommes de l'armée régulière.

Les Allemands évacueront la rive droite de la Seine graduellement à mesure du paiement du traité définitif et le paiement de 500 millions de francs.

Après le paiement de deux milliards les Allemands n'occuperont que les départements suivants: Marne, Ardennes, Meuse, Vosges, Meurthe et Moselle.

Après le paiement de trois milliards les Allemands ne laisseront que 50,000 hommes en France; mais si des garnisons allemandes présentes sont étonnées, les Allemands évacueront complètement le pays de suite. Autrement les trois milliards portant intérêt à cinq pour cent à partir de la ratification.

L'article 4 porte que les troupes allemandes ne feront plus de réquisitions; que le gouvernement fournira des vivres pour l'armée d'occupation, que dans les départements occupés des arrangements convenables seront faits avec les habitants et que du temps leur sera accordé pour s'en aller et ceux leur plaira, et qu'aucun obstacle ne sera mis à l'émigration.

L'article 5 porte que les prisonniers seront libérés immédiatement après la ratification des préliminaires, et que les chemins de fer français seront les transports pour les Allemands aux mêmes prix que pour les Français.

L'article 7 porte qu'un traité définitif sera signé à Bruxelles aussitôt après la ratification.

L'article 8 porte qu'après la ratification l'administration de tous les départements occupés sera remise aux fonctionnaires français, qui auront naturellement à se soumettre aux mandataires allemands pour tout ce qui concernera l'intérêt des troupes allemandes.

L'article 9 porte qu'il est bien entendu que les Allemands n'ont pas d'autorité sur les départements non occupés par eux.

## Le Rapport de M. Washburne sur le Siége de Paris.

Voici le rapport adressé par le ministre des Etats-Unis en France, au secrétaire Fish, à Washington, sur le siége de Paris:

Monsieur, — Pendant la semaine dernière la peuple de Paris a attendu patiemment et avec calme le ravitaillement, et a agité la question de l'élection des membres de l'Assemblée nationale, qui doit se réunir à Bordeaux le 12 courant.

De petites quantités de provisions ont commencé à arriver aujourd'hui. Le premier train contenait des vivres envoyés par la population de Londres à celle de Paris. Ces vivres ont été distribués entre les vingt arrondissements, proportionnellement à leurs populations respectives, et seront donnés seulement aux plus nécessiteux. Il ne s'écoulera que peu de temps, je l'espère, avant que tous puissent être raisonnablement approvisionnés. Les classes les plus pauvres de la ville ont, pendant les derniers mois du siége, souffert des misères infinies du froid et de la faim, cela, avec une patience et un courage qui leur fait grand honneur. En réalité, les souffrances dans toutes les classes ont été très grandes, et l'on peut dire que toutes les classes ont supporté les souffrances et les privations du siége, de manière à provoquer la surprise et l'admiration du monde.

Maintenant que le siége est terminé, je me félicite d'être resté pendant toute cette durée, parce que je crois avoir été de quelque utilité aux intérêts dont j'étais chargé. Je constate avec plaisir que j'ai réussi à protéger toutes les propriétés américaines à Paris, et qu'aucun fort n'a été fait à aucun des Américains demeurés ici. Cette constatation, toutefois, ne s'applique pas au jeune Américain, M. Swagar, qui a perdu la vie il y a quelques jours, et a été tué par un obus prussien, ni aux deux jeunes gens dont la propriété a été détruite par l'explosion d'une bombe dans leurs appartements, au quartier latin.

Plusieurs tentatives d'immixtion dans les propriétés américaines ont été faites à Paris, qui n'ont acquitté, de ces fonctions avec la plus grande vigilance et a préservé l'hôtel de tout mal.

Bien qu'il y ait eu une bonne somme d'hostilité contre moi parmi une certaine portion de la population de Paris, pendant le siége, et bien que j'aie été attaqué dans les clubs et dans les journaux à raison de la protection que j'accordais aux Allemands; je n'ai à me plaindre en aucune façon du gouvernement de la défense nationale. J'aurais traité par lui avec la plus grande bonté et, avec toute la considération qui m'était due comme représentant diplomatique de notre pays.

COMMISSION.—Nous appelons l'attention sur la carte de M. A. Contin, marchand commissionnaire et importateur de vins, de brandies et de liqueurs de choix, rue des Magasins, No. 60. La maison Contin, très avantageusement connue, mérite toute confiance. On en trouvera la carte dans nos colonnes d'annonces.

Chapeaux de paille pour enfants, à très bon marché, au coin St-Louis et Royale.

NOTICE D'ASSESSMENT Nos 45 et 49.—Voyez dans la colonne des notices spéciales.—Mort de Geo. Hoffman et de Selim Magner,—payable au Bureau de l'Association d'Assistance Mutuelle et de Bienfaisance et d'Assurance sur la vie, de la Louisiane, rue Carondelet, No. 120.

Le "Baume Pectoral aux Navets Indiens" pourvoit avec succès son œuvre de guérison. Pas un rhume, pas une bronchite ne résiste à ses effets miraculeux. Les personnes atteintes de ces affections feront bien d'en user immédiatement. On le trouve chez B. Laplace, 89 et 95, rue des Champs-Elysées.

Le général R. E. Lee, écrivant à la date du 19 janvier 1867, dit: "Son simple mécanisme et l'expérience que mes filles ont acquise en s'en servant, font de la MACHINE A COUDRE de Wilson & Gibbs, un instrument favori dans ma famille."

A vendre par M. S. Hedrick, rue du Canal, 118 & 120, à la Nlle-Orléans. 3m

AVIS AUX HAVANAIS. — Spécialité pour le nettoyage des chapeaux Panamas, au Robert E. Lee, coin St-Louis et Royale.

THEATRE DE L'OPERA.—*Bandits de Mt. Calvaire*.—La salle de l'Opéra n'a jamais été plus belle, plus animée qu'hier soir. Elle contenait le plus brillant auditoire qui se puisse voir. Du rez-de-chaussée au cintre, pas une place à prendre; et que de gens, venus trop tard au Bureau de location, ont dû s'en retourner chez eux!

Des sept Sensations au pupitre, M. Calabrési a été salué par une triple salve d'applaudissements, et la salle entière a pris part à cette manifestation dont la spontanéité et la chaleur ont prouvé à l'éminent maestro l'estime et la sympathie que le public orléanais professe pour son extraordinaire et son talent.

Après la premier acte, tous les artistes de la Compagnie se sont présentés sur la scène, et M. Vallée, régisseur-général, a complimenté M. Calabrési au nom de tous ses camarades. M. Vallée a ensuite présenté à M. Calabrési, de la part des Directeurs et Actionnaires de la Société de l'Opéra, un coffret en laque dont nous pensons que le contenu doit avoir quelque valeur. Puis, il a remis au maëstro, au nom des artistes et choristes de l'Opéra, un riche objet d'orfévrerie—une coupe à fruits—d'un travail exquis.

Les artistes sont alors venus serrer la main à leur directeur, et lui ont offert, qui une couronne, qui un bouquet.

Les musiciens de l'orchestre ont aussi voulu témoigner de leur sympathie envers leur chef et lui ont présenté, en souvenir de cette soirée, une canne élégante, dont la poignée d'or est finement ciselée, et un riche gobelet en argent.

M. Calabrési doit avoir été sensible à tous les témoignages de sympathie qu'il a reçus hier soir, tant de ses pensionnaires que du public. Il a pu y voir la preuve qu'au dedans et au dehors de l'Opéra, il est également apprécié.

L'exécution de l'*Etoile du Nord* est, à notre avis, la meilleure exécution d'ensemble à laquelle nous ayons assisté depuis longtemps, depuis fort longtemps. Chacun des principaux interprètes de l'œuvre tient son rôle à souhait; quant aux chœurs et à l'orchestre, ils ont été positivement remarquables. L'ouverture a été jouée avec une grande sûreté d'ensemble et un rare fini dans les détails. Nous avons retrouvé l'orchestre qui jouait l'an dernier, aux concerts spirituels, l'ouverture d'*Oberon*.

Notre Chronique de dimanche contiendra de plus amples détails sur cette représentation dont nous nous bornons aujourd'hui à constater le plein et entier succès.

Le prochain bénéfice annoncé est celui de M. Dumestre; il aura lieu prochainement. Nous y reviendrons.

Nous informons le public que par décision récente du Conseil des Directeurs, le prix des fauteuils de seconde a été fixé à $1 50.

Aujourd'hui, mardi, *Martha*. Jeudi, deuxième représentation de l'*Etoile du Nord*.

## Assemblée Nationale.

L'Assemblée Nationale de France, disent les journaux de Bordeaux, a ouvert sa session le 12, au Grand Théâtre.

La scène est entièrement fermée par une cloison au bois; le bureau du président se trouve juste au-dessous du trou du souffleur; la tribune a sa place un peu en avant du bureau.

Les sièges des représentants sont disposés sur un plancher incliné couvrant les fauteuils d'orchestre et le parterre; le sommet du plancher touche aux premières galeries. Les stalles du parterre de la première galerie se trouvant, par là, fait de cet arrangement, de niveau avec les autres sièges, sont également occupées par des membres de l'Assemblée.

Les galeries de second et de troisième rang sont occupées par le public. Une des loges d'avant-scène est réservée au corps diplomatique; une ou deux sont également allouées aux rédacteurs de journaux.

La première séance a été consacrée à la nomination des secrétaires: MM. de Castelanne, Tamnegny-Duchâtel, Tétard et Rémusat, qui furent nommés dans cette qualité.

Le lendemain, 13, le président, M. Benoist d'Azy (doyen d'âge) annonce que la Chambre sera constituée comme en 1849, en quinze bureaux.

M. Jules Favre dépose, au nom de ses collègues de Paris et de Bordeaux, les pouvoirs du gouvernement de la défense nationale dans les mains des représentants, et dit:

Nous avons porté le fardeau du gouvernement, et nous n'avons pas, en dehors des circonstances actuelles, remettre dans les mains de l'Assemblée nos pouvoirs temporaires.

Obéissez à votre patriotisme et à votre union, nous espérons que le pays, instruit pour son malheur, apprendra à guérir ses plaies et reconstituera son existence nationale.

Nous ne sommes plus rien.

Nous nous en remettons à votre décision, et nous attendons avec confiance la constitution que vous pourrez nous donner.

M. Jules Favre assure que ses collègues resteront à leur poste, pour maintenir le respect des lois jusqu'à la constitution du nouveau gouvernement. Il demande la vérification de pouvoirs et son poste pour remplir ses devoirs difficiles et délicats.

J'attends avec confiance, ajoute-t-il, le jugement des représentants du pays.

Le président promet d'avoir à ceux avec qui j'ai négocié, que le pays saura faire son devoir! (Tonnerre d'applaudissements.)

Lenoemi doit savoir que nous saurons veiller sur l'honneur de la France.

Il saura aussi que c'est la France entière qui va décider. Suivant le vœu privé par la convocation, une prolongation du armistice deviendra probablement nécessaire.

Ne perdons pas un moment, ne songeons qu'aux souffrances des populations envahies.

Je crois pouvoir compter sur votre concours pour obtenir le délai nécessaire.

Ce discours a été accueilli par de vifs applaudissements.

Une lettre de M. Crémieux, donnant sa démission, est lue.

On procède rapidement à la validation des élections; réserve est faite de l'élection du prince de Joinville dans la Marne, et des élections de préfets.

Sur la proposition de M. Gochery, la Chambre a formé ses bureaux conformément aux règlements en vigueur en 1849.

M. Garibaldi, qui est présent à la séance, a fait passer au président une lettre dont ce dernier a immédiatement donné lecture. Elle est ainsi conçue: "Comme dernier représentant à la République, je remets mais rendu à Bordeaux, où siégent les représentants du pays tout entier, mais je renonce au poste dont m'ont honoré plusieurs départements." A cette conclusion des applaudissements se sont fait entendre sur plusieurs bancs.

Le général a voulu alors dire quelques mots, mais il en a été empêché par la foule. Il s'est alors levé et a quitté la salle, escorté par MM. Esquiros, Bordone et deux officiers qui l'ont accompagné dans sa voiture sur la place du Théâtre, d'où il est débouché de son entrée dans la salle. Il a déclaré qu'il ne prendrait aucune part aux discussions et qu'il ne viendra pas encore une fois rendre inutile le service de la police. Nous verrons.

Le colonel Denfert-Rochereau, qui a défendu Belfort avec tant de courage, est arrivé à Bordeaux à neuf heures du soir. Il a été reçu à la gare par le préfet, le général Lefort, commandant la division, et un grand nombre d'officiers. Il a été salué par les cris de "Vive Belfort!" Il a été ensuite conduit à la préfecture, où il a été reçu